

keep a specie reserve of 20 per cent, of its circulation, and also a specie reserve equal to one-seventh of the amount of deposits at call not bearing interest. The deposits on call represented the commercial balances from day to day, and the Government had thought it necessary to make a difference in this respect between these and the deposits bearing interest, which must be regarded simply as investments as to which the depositor must assume himself the same risk as he had with reference to any other investment. As to this and all other features of the measure the House and the country would be allowed full time to consider them, and he would therefore ask his hon. friends not to offer any precipitate judgment on the measure, and not to spring at conclusions until they had a full opportunity of reflecting on the measure in all its bearings. The Government, however, would be glad to receive any practical suggestions on the subject. The amount of specie and Government securities which would ultimately be required as the reserve for Government notes, and one-seventh of the deposits of call, would, on the present basis of circulation and deposits, be \$16,900,000. Against this, as he had said, the banks had specie and Government securities, in 1868, to the amount of about \$12,000,000,—leaving to be made up in cash, during the next seven years, \$4,900,000. This was but a little over $5\frac{1}{2}$ per cent, per annum spread over seven years on the average circulation, and rather less than one and a-half per cent per annum on the average discounts; and would any one tell him that this gradual and almost imperceptible contraction was going seriously to cramp the operations of the banks.

Hon. Mr. Holton enquired whether the banks would be at liberty to purchase these securities in the open market, or whether there would be prescribed a certain class of securities to be furnished by the Government.

Hon. Mr. Rose said they might purchase the securities in the open market. He proceeded to show how the calculation would stand. Instead of average circulation, the highest circulation, \$15,120,000 was taken, bringing out the result that the difference to be made by the banks in 7 years would be \$8,320,000, or $7\frac{7}{10}$ per cent per annum for the next seven years on the highest circulation, and $2\frac{1}{2}$ per cent per annum for the same time on the highest discounts. In these calculations

[Hon. Mr. Rose—L'hon. M. Rose.]

conservent des réserves en espèces de 20 p. 100 des fonds en mouvement, et des réserves en espèces équivalentes à $1/7$ des sommes déposées pour lesquelles on ne perçoit pas d'intérêt. Ces sommes représentent les soldes commerciaux d'un jour à l'autre, et le Gouvernement estime nécessaire d'établir une différence à ce sujet entre ces sommes et les sommes déposées pour lesquelles on perçoit un intérêt, et que l'on considère simplement comme des investissements présentant les mêmes risques pour le déposant que tout autre investissement. En ce qui concerne cet aspect et les autres aspects de la mesure, la Chambre et le pays auraient suffisamment de temps pour les examiner, et par conséquent il demande à ses honorables amis de ne pas prononcer de jugement précipité à ce sujet, de ne pas en venir à des conclusions avant d'avoir eu l'occasion de réfléchir à la mesure et à ses conséquences. Toutefois, le Gouvernement serait heureux de recevoir toute suggestion pratique à ce sujet. La masse des sommes en espèces et des devises gouvernementales seraient en fin de compte retenues comme réserves pour les billets gouvernementaux, et $1/7$ des sommes en dépôt représenterait, selon les bases actuelles des fonds en mouvement et des dépôts, \$16,900,000. En échange, comme il l'a indiqué, les banques détiennent des fonds en espèces et des devises gouvernementales, en 1868, d'un montant approximatif de 12 millions de dollars, ce qui laisse en argent comptant, au cours des sept années suivantes, \$4,900,000. Cela représente un peu plus de $5\frac{1}{2}$ p. 100 par an, sur une période de sept ans pour la moyenne des fonds en circulation et un peu moins de $1\frac{1}{2}$ p. 100 par an par rapport au décompte moyen; qui pourrait prétendre que cette réduction progressive et presque imperceptible gêne sérieusement le fonctionnement des banques.

L'honorable M. Holton demande si les banques auront le loisir d'acheter ces devises gouvernementales sur le marché libre, ou si certaines devises devront être fournies par le Gouvernement.

L'honorable M. Rose répond que les banques pourront acheter les devises sur le marché libre. Il explique ensuite comment le calcul se fera. Au lieu de prendre la moyenne des fonds en circulation, on a choisi la somme maximum, soit \$15,120,000; la différence réalisée par les banques en sept ans serait alors de \$8,320,000, soit $7\frac{7}{10}$ p. 100 par an pour les sept années suivantes par rapport au total maximum des fonds en mouvement, et $2\frac{1}{2}$ p. 100 par an pour la même période par rapport